



AVIS D'INFORMATION SUR L'ATTRIBUTION D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION DOMANIALE PAR SNCF RESEAU SANS PROCEDURE DE SELECTION PREALABLE (Article L.2122-1-3 du CG3P)

1. Propriétaire et gestionnaire du domaine :

SNCF Immobilier - Direction Immobilière Territoriale Ile de France de SNCF Immobilier, dont les bureaux sont sis CAMPUS RIMBAUD – 10 rue Camille Moke – CS 20012 à LA PLAINE SAINT-DENIS Cedex (93212), représentée par son Responsable du Département Gestion et Optimisation Immobilière dûment habilité, Monsieur Gérald ROGER-VERRA. SNCF Immobilier (branche Immobilière de SNCF) agissant au nom et pour le compte de SNCF Réseau et conformément à la convention de gestion et de valorisation immobilière du 30 juillet 2015 par laquelle SNCF Immobilier a été mandatée pour la gestion et la valorisation du patrimoine immobilier de SNCF Réseau.

2. Occupant :

La Société par actions simplifiée à associé unique LTE CONSTRUCTION, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de EVRY sous le n°451 847 099, dont le siège 8 rue d'Alembert, ZI Techniparc, à SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (91240).

3. Bien occupé :

L'objet de la présente désignation est constitué des abords des voies ferroviaires, en bordure de la ligne n°328000 au point kilomètre 22+010 survolés par une grue. Ce survol est situé rue de Beauchamp à BESSANCOURT (95550) et est repris au cadastre de la commune sous le numéro 807p de la section BK.

4. Justification de la décision de ne pas mettre en œuvre la procédure de sélection préalable

4.1. En droit

Article L.2122-1-3 du CG3P	A cocher
. Une seule personne est en droit d'occuper la dépendance du domaine public en cause	
. Le titre est délivré :	
a) A une personne privée sur les activités de laquelle l'autorité compétente est en mesure d'exercer un contrôle étroit	
b) A une personne publique dont la gestion est soumise à la surveillance directe de l'autorité compétente	
. Une première procédure de sélection s'est révélée infructueuse	
. Une publicité suffisante pour permettre la manifestation d'un intérêt pertinent est demeurée sans réponse	
. Les caractéristiques particulières de la dépendance le justifient au regard de l'activité économique projetée, notamment :	
a) Géographiques	X
b) Physiques	
c) Techniques	
d) Fonctionnelles	
e) Ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation	
. Des impératifs tenant à l'exercice de l'autorité publique ou à des considérations de sécurité publique le justifient	
. Autres motifs non expressément mentionnés	

4.2. En fait

Il est rappelé que d'un point de vue géographique, la dépendance du domaine public de SNCF RESEAU susvisée :

- se situe, d'une part, à proximité du terrain sur lequel la société LTE CONSTRUCTION a placé sa grue nécessaire à la réalisation de travaux ;
- est, d'autre part, le "survol" par des flèches de grues du terrain objet de la convention est nécessaire à la bonne réalisation des travaux avoisinants.

Par conséquent, seule la société LTE CONSTRUCTION a intérêt à occuper l'emplacement pour permettre un survol de grue.

Du fait des caractéristiques géographiques et techniques du terrain, la présente occupation est exemptée de procédure de sélection préalable

5. Information :

Pour plus d'informations merci de contacter par courriel : Nexity Property Management - Marion GAUTHIER. E-mail : marion.gauthier@nexity.fr.

6. Modalités de consultation de la convention d'occupation :

Sous réserve notamment des secrets protégés par la loi, tout intéressé qui en fait la demande peut obtenir accès au contrat objet du présent avis, par consultation.

Les demandes de consultation, sont adressées, par lettre recommandée avec avis de réception, aux coordonnées suivantes : Nexity Property Management - Marion GAUTHIER, E-mail : marion.gauthier@nexity.fr. Adresse : Nexity Property Management – Services Immobiliers aux Entreprises - Marion GAUTHIER, 10-12 rue Marc Bloch, 92110 CLICHY LA GARENNE. La consultation se fera uniquement sur place.

7. Information sur les recours :

Recours en contestation de la validité du contrat de 2 mois devant :
Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00 - Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr